

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
20 octobre 1976

No 549

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Ryad : Succès de l'unité arabe

ACCORD POUR LA PAIX AU LIBAN

Un accord de cessez-le-feu est intervenu lundi à Ryad au cours du sommet organisé entre plusieurs chefs d'États arabes : le roi Khaled d'Arabie Saoudite, l'émir Sabah du Koweït, le président Sadate d'Égypte, le président Assad de Syrie, le président de l'Organisation de libération de la Palestine Yasser Arafat, ainsi que le président libanais Sarkis.

Contrairement aux précédents accords, cet accord, le 56e, semble plein de promesses puisqu'il est marqué non seulement par une entente sur le plan de règlement définitif entre Palestiniens et Syriens, mais aussi par une réconciliation égypto-syrienne.

En effet, Elias Sarkis, Yasser Arafat et les ministres des Affaires étrangères d'Arabie Saoudite, du Koweït, d'Égypte et de Syrie ont rédigé lundi à Ryad un plan de paix pour le Liban : ce plan est une synthèse des deux plans de paix présentés l'un par Elias Sarkis, l'autre par Sadate. Tandis que le comité de rédaction du communiqué se réunissait, un entretien réunissait à huis-clos les présidents Assad et Sadate pendant trois heures. À l'issue de cette rencontre, les deux chefs d'État décidaient de rétablir les relations diplomatiques interrompues entre leurs deux pays depuis l'entrée des troupes syriennes au Liban. Dans la soirée, le président Assad de Syrie rencontrait Yasser Arafat.

Ainsi les journées de dimanche et lundi auront-elles été de bonnes journées pour l'unité arabe et une mauvaise journée pour tous ceux qui se frottent les mains lorsque des Arabes combattent d'autre Arabes, c'est-à-dire les sionistes israéliens et les deux superpuissances.

L'URSS en particulier ne va pas manquer d'enrager et de tramer de nouveaux complots pour faire capoter l'ap-

plication du plan de paix. Les sociaux-impérialistes russes en effet ont subi des échecs au Moyen-Orient. Après avoir été chassés d'Égypte ils ont soufflé sur les flammes de la guerre civile au Liban vendant des ar-

mes à toutes les parties en présence et appuyant politiquement certaines forces contre d'autres. Ils ont même menacé d'intervenir. Mais les peuples et pays arabes font de moins en moins confiance à Moscou.

La voie de l'unité arabe dans le soutien à la juste cause du peuple palestinien et dans la lutte pour la défense de l'indépendance nationale de tous les pays arabes est la seule voie du succès. (Suite p. 2)

A bas la campagne antichinoise de la bourgeoisie !

Les informations publiées par les agences de presse bourgeoises et révisionnistes au sujet d'événements qui se dérouleraient actuellement en Chine, exercent sur l'opinion publique de notre pays une pression idéologique et politique néfaste.

L'objectif de tous les ennemis de la Révolution et du communisme vise à discréditer le Parti communiste chinois, à troubler les masses de plus en plus nombreuses qui tiennent la pensée-maoïtisme pour un enrichissement du marxisme-léninisme au service des peuples révolutionnaires chinois et du monde entier, à accréditer l'idée que l'édification du socialisme et du communisme ultérieur ne seraient vouées qu'à d'irréversibles échecs.

Nombre de nos lecteurs nous écrivent chaque jour pour nous faire part de leur émotion. Des militants se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maoïtisme proclament leur inquiétude.

De fait, il est difficile de faire face à une campagne forcennée des moyens d'information de la bourgeoisie et des révisionnistes, sans disposer, pour l'instant, d'autre argument concret que la réaffirmation sincère de notre pleine confiance dans le prolétariat, dans les masses et dans le Parti communiste chinois. Le déferlement de nouvelles, plus fantaisistes les unes que les autres, crée un terrain favorable au développement du subjectivisme.

Aussi est-il urgent et important que nous combattons toute manifestation de pessimisme et de défaitisme.

Croire par exemple que « l'histoire est un éternel recommencement » et recourir à des analogies que rien n'autorise, c'est s'abandonner à des méthodes de pensée non prolétariennes, excluant la connaissance et l'analyse matérialistes dialectiques.

Que le traître Khrouchtchev ait conquis le pouvoir au moyen d'un putsch militaire est une réalité. Se mettre soudain à proclamer qu'il en est de même en Chine à l'heure actuelle, c'est tout simplement perdre son sang-froid, céder à la pression de la propagande ennemie, c'est refuser de faire confiance aux masses chinoises, c'est nier la portée immense de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, c'est mépriser les efforts considérables soutenus pour la formation des continuateurs de la Révolution, c'est en dernière analyse opposer un comportement idéologique idéaliste à celui recommandé par le président Mao lui-même.

(Suite p. 3)

SONAGOTRA

Journée des travailleurs
immigrés en grève des
loyers depuis 21 mois

Samedi 23 octobre
de 10h à 17h
à la Mutualité

Paris : métro Maubert Mutualité

de 13h à 17h
Meeting-Débat

Trois licenciements annulés à l'hôpital Corentin Celton

Contre les licenciements la victoire est possible !

L'Assistance publique se restructure ; elle compte 60 000 agents répartis dans 57 hôpitaux de Paris et de la région parisienne.

Cette restructuration, pour le personnel, signifie : des mutations d'office ; des licenciements : 2 500 licenciements d'agents hospitaliers ont été annoncés en septembre, plus le licenciement de tous les agents embauchés sous contrat à durée limitée (soit 2 000) à compter du 1er octobre 1976.

Face à cette situation, les réactions des syndicats furent les suivantes : le syndicat CFDT-AP annonçait ces licenciements par tract le 15 septembre 1976, et appelait les sections à « réagir » sans proposer ni mot d'ordre ni forme d'action ; le syndicat CGT-AP, quant à lui, prenait l'initiative d'appeler à une délégation de masse à la direction générale de l'Assistance publique le 28 septembre 1976. Des tractations eurent lieu dans la journée du 24 septembre entre les deux syndicats qui aboutirent à un « appel commun » pour cette délégation.

À l'hôpital Maison de cure médicale Corentin Celton, il y a 2 000 lits : 500 lits de malades aigus (médecine et chirurgie) et 1 500 lits de long séjour pour vieillards ; sur ces 1 500 lits, il y a 500 lits de dortoirs.

800 personnes travaillent à Corentin.

La CGT y est hégémonique et regroupe entre 150 et 180 syndiqués ; elle est entièrement dirigée par des membres du PCF. La CFDT regroupait à sa création en 1969 30 adhérents, en mai 1976 elle n'en comptait plus que 15, elle est dirigée par les trotskystes de la « Ligue communiste révolutionnaire ».

Les autres syndicats sont inexistantes.

La CGT s'est placée à des postes-clés dans l'hôpital : elle est à la direction du personnel, au secrétariat de la direction, aux frais de séjour et aux admissions ; son influence est forte à la lingerie et parmi les surveillantes. En revanche, parce qu'elle pratique activement la collaboration de classe, le personnel des cuisines, le personnel ouvrier et le personnel hospitalier spécialisé s'opposent violemment à elle. Le personnel hospitalier (les 2/3 de l'ensemble), quant à lui, reste inorganisé dans sa majorité.

Le 29 septembre, trois agents hospitaliers de la Maison de cure médicale (horaire de garde : 15 h - 23 h) apprenaient leur licenciement pour le 10 octobre.

La lutte contre les licenciements est partie de la base

Dans ce service, composé de 32 agents, les conditions de travail sont particulièrement difficiles : congés annuels, démissions et congés maladie non remplacés, les repos hebdomadaires sont réduits, deux agents s'occupent de plus de 100 vieillards malades, etc. D'jà, dans ce service la lutte avait éclaté en mai dernier pour des repos hebdomadaires réguliers et un week-end sur deux : le personnel, syndiqué depuis février 1976 (à 10 sur 28 présents à ce moment-là) à la CGT, avait dû compter sur ses propres forces, balayer la CGT qui voulait s'opposer à sa lutte (30 syndiqués CGT avaient alors déchiré leur carte) et forcer la CFDT à marcher avec lui, pour obtenir satisfaction.

Dès qu'il apprit la nouvelle des licenciements, ce service décida de réagir :

En regroupant tous les licenciés du 1er octobre : alors que le trotskyste dirigeant la CFDT se grattait la tête pour décréter que c'était impossible parce qu'au bureau du personnel : « il n'y a que des CGT », les masses, elles, avaient déjà agi : trois agents, pour des motifs quelconques se rendirent au bureau du personnel, se plantèrent devant les tableaux d'affectifs, trouvèrent la liste des « Étudiants à contrat limité » et la recopièrent au nez et à la barbe de la chef du personnel qui comprit... mais trop tard !

Pour retrouver ces « étudiants », on fit le tour des services, ce qui nous permit d'informer les gens.

Sur la liste des 10 « étudiants », 5 étaient réellement étudiants et 5 autres, pas du tout : sur ces 5 qui tenaient à garder leur emploi, 3 seulement décidèrent de lutter contre leur licenciement.

(Suite p. 4)

Grèce

DEUX "NIDS" RUSSES TRES PRES DE LA CRETE

Le journal grec «Ta nea» révélait il y a quelques temps déjà les endroits de mouillage de la flotte soviétique qui se situent actuellement sur deux îles désertes grecques, au large de la Crète.

Le premier se trouve entre les deux îles Dragonada et Paximala, à 10 milles marin du cap crétois de Sidero.

Le deuxième est situé à l'ouest de la Crète, en face

du cap Bouxa.

L'île s'appelle Pori et se trouve entre Cithère et anticithère (une île habitée), la distance du lieu de mouillage russe à Anticithère est de 6 milles marin.

Ces deux mouillages sont considérés comme légaux puisqu'ils sont placés au-delà des eaux territoriales grecques.

Ainsi, affirme le journal grec, ce lieu autour de la mer de Crète est trans-

formé en une arène où les 2 superpuissances rivalisent. C'est à qui aura la présence la plus offensive car les USA ne restent pas en arrière non plus.

Ces endroits sont connus depuis 1964, mais ce n'est que récemment que leur existence a été reconnue officiellement par le ministre de la Défense russe. A partir du moment (guerre d'octobre 1973 au Proche-Orient) où la flotte russe de la Méditerranée a commencé à

augmenter quantitativement et qualitativement et à utiliser assidûment ces deux mouillages. Les USA ont intensifié considérablement leur surveillance dans la région. Auparavant celle-ci s'exerçait à partir des bases bien connues de Suda, de Heraklion, munies de radars d'une puissance capable de contrôler l'espace maritime et aérien de toute la Méditerranée. Récemment, ils ont créé de nouvelles bases de radar ayant pour seul objectif les deux lieux de mouillage russe. L'une d'entre elles, construite sur le cap Sidero, se trouve juste en face du lieu de mouillage soviétique, à l'est de la Crète.

Près de l'autre, à l'ouest, un radar américain a été placé.

En novembre dernier, le «Daily Télégraph» a publié une interview de l'amiral russe Gorkoff, relatif au devoir et au rôle de la flotte soviétique en Méditerranée. A une question relative à la place que tient la Crète dans la rivalité américano-soviétique en Méditerranée, l'amiral russe a dit : «Nous savons que les Américains visent toujours à créer une situation telle qui leur permettrait de maintenir le statu quo qui sert actuellement leur politique défensive mais au moment opportun servirait une politique offensive sur l'ensemble du bassin méditerranéen. Avec le développement des grandes puissances maritimes en Méditerranée, la Crète est placée au milieu de la mer comme un dieu antique qui tient à la main une balance. Avec l'augmentation de nos forces en Méditerranée, nous accomplissons nos obligations vis-à-vis de nos amis du Moyen-Orient. Ces obligations, nous ne pouvons pas les accomplir correctement si les passages maritimes ne sont pas assurés des deux côtés de la Crète.»

Manifestement, ce que peut en penser le peuple grec ne semblait guère l'intéresser. Mais la superpuissance soviétique en méprisant l'aspiration des pays et des peuples à l'indépendance et à la souveraineté, risque d'aller au devant de révérités déboires. Le peuple grec s'est déjà soulevé à plusieurs reprises pour chasser des navires de guerre américain qui venaient dans ses ports le soumettre au chantage et à des pressions. Les navires de guerre russes connaîtront sans doute bientôt le même sort.

Prochains tirs de missiles soviétiques dans la mer de Barentz

L'Union soviétique procédera du 22 octobre au 5 novembre à des tirs de Missiles dans la mer de Barentz, à un rayon de 40 milles nautiques autour d'un point situé 73 degrés de latitude Nord et 35 degrés de longitude annonce lundi l'Agence Tass.

Le gouvernement soviétique exige «pour des raisons de sécurité» que les navires et les avions ne pénètrent dans cette zone et dans son espace aérien, de 5 heures à 18 heures, heure locale, pendant cette période.

La Chine dénonce la "diplomatie des missiles" de Moscou

Quelques heures après l'annonce d'une nouvelle série de tirs soviétiques dans la mer de Barentz, l'Agence Chine Nouvelle a dénoncé la diplomatie des Missiles des nouveaux tsars, dirigée contre la Norvège.

L'Agence rappelle les essais qui les ont précédés qui ont été une démonstration de force de la part de l'URSS visant à exercer une pression sur la Norvège, à laquelle Moscou négocie depuis longtemps et sans succès la délimitation de zones économiques du plateau continental dans la mer de Barentz.

Les eaux qui font l'objet de la négociation ont une grande importance stratégique en tant que passage de la mer de Barentz vers l'océan Atlantique. Qui plus est, le plateau continental qu'elles recouvrent pourrait contenir d'importants gisements de pétrole, de gaz et de minerai, souligne l'Agence Chine-Nouvelle.

Après avoir rappelé que l'URSS avait élevé une protestation contre les recherches sismologiques effectuées récemment par un bateau norvégien dans la mer de Barentz, l'Agence Chine-Nouvelle souligne qu'«outre la diplomatie des missiles, le social-impérialisme soviétique a recours à une autre arme : la diplomatie des Missiles, mais, conclut-elle, «ce genre de "diplomatie" est également condamné à l'échec».

Ryad : Succès de l'unité arabe

ACCORD POUR LA PAIX AU LIBAN

(Suite de la p. 1)

Le cessez-le-feu général entrera en vigueur jeudi à 6 heures. Une force arabe de trente mille hommes sera envoyée au Liban pour y faire respecter le cessez-le-feu : elle sera placée sous le commandement de Elias Sarkis président de la République libanaise indique le communiqué final de la Conférence de Ryad.

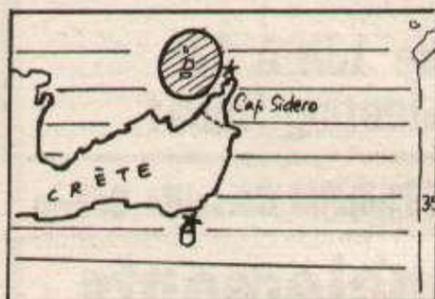
Ce même communiqué reconnaît l'Organisation de libération de la Palestine comme le représentant unique et légitime du peuple palestinien et demande aux pays arabes de ne pas s'ingérer dans ses affaires intérieures. L'OLP de son côté s'engage à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des pays arabes. Selon l'Accord de Ryad, la première étape vers la paix sera le retour à la situation antérieure au 13 avril 1975, date du déclenchement de la guerre civile au Liban, suivi de l'application effective, sous la garantie de l'ensemble des pays arabes, des Accords du Caire de 1969 régissant la présence et les activités des Palestiniens au Liban.

Un comité de quatre

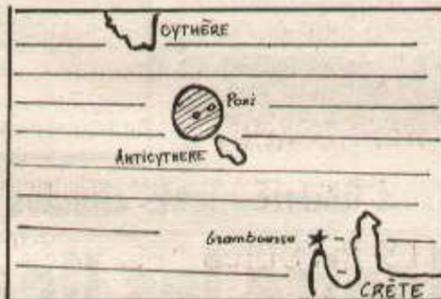
pays arabes — Arabie Saoudite, Égypte, Koweït, Syrie — a été chargé de coordonner l'application de l'Accord du Caire avec le président libanais. Le président libanais garantira l'existence de l'OLP et de son action sur le territoire libanais dans le cadre de l'Accord du Caire. Cette garantie est renforcée par l'engagement de la part de l'ensemble des pays arabes «de soutenir la Résistance palestinienne représentée par l'OLP, et respecter le droit du peuple palestinien à lutter contre toutes les formes afin de recouvrer ses droits nationaux».

A l'égard du Liban, l'accord stipule que les pays arabes s'engagent à respecter la souveraineté et l'intégrité du Liban, et l'unité de son peuple et de son territoire.

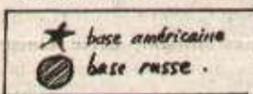
L'Accord de Ryad paraît donc bien marquer la fin d'une guerre civile qui fait cinquante mille morts en dix-huit mois si les forces de paix arabes parviennent à faire cesser l'affrontement entre les deux blocs libanais en présence, encouragés par la guerre civile par deux superpuissances.



Cote Est de la Crète



Cote ouest de la Crète



République dominicaine

LES MARXISTES-LENINISTES AVANCENT VERS L'UNITE

L'élargissement du mouvement révolutionnaire des masses et l'intensification de la lutte des classes exigent que les forces et les groupes marxistes-léninistes resserrent étroitement leurs rangs, qu'ils édifient et consolident le parti marxiste-léniniste, qu'ils intensifient leurs efforts pour créer le front uni des masses, qu'ils mobilisent toutes les couches opprimées dans la lutte contre les ennemis de classe communs. C'est ce que souligne l'éditorial publié dans «Bandiera proletaria», organe commun des organisations marxistes-léninistes de la République dominicaine qui appelle les forces démocratiques du pays à lutter avec courage et détermination contre la domination de l'impérialisme américain et de ses agents en République dominicaine.

Les impérialistes américains et leurs alliés, souligne l'éditorial, conduisent la nation dominicaine à la ruine économique, sociale et culturelle. La dépendance multilatérale vis-à-vis du capital monopoliste américain s'élargit ainsi que le pillage impitoyable des ressources nationales de la République dominicaine par les États-Unis. Dans le pays la crise générale s'approfondit ainsi que la corruption de la clique dominante qui usurpa le pouvoir grâce à l'intervention militaire américaine de 1965.

Dans ces conditions la classe ouvrière et les larges masses travailleuses ne doivent pas se laisser tromper par les manœuvres politiques des classes dominantes qui, comme alternative à la crise actuelle, présentent avec ruse des initiatives et des propositions qui ne touchent pas à la domination de l'impérialisme américain et de la bourgeoisie locale.

Tous ceux qui souffrent de la famine, du chômage et de l'oppression politique, tous les véritables patriotes qui s'opposent à la violation de la souveraineté nationale, au pillage des richesses nationales et à la domination des monopoles, souligne plus loin l'éditorial, doivent rassembler toujours plus leurs forces pour renverser le gouvernement de Ballaguer.

Pour parvenir à ces objectifs sublimes, l'essentiel c'est de gagner l'esprit et le cœur des hommes, de travailler intensivement dans les usines et les campagnes, dans les écoles et dans les familles pour convaincre les masses de la justesse et du triomphe de la cause nationale.

Les organisations qui constituent le «Comité pour la fondation du parti des travailleurs dominicains» (marxiste-léniniste) s'engagent avec détermination à unir leurs forces à celles de toutes les organisations et de tous les individus qui s'opposent à l'exploitation et à l'oppression, qui aspirent et luttent pour la liberté et la véritable indépendance nationale. Ces organisations, les ouvriers, les paysans, les intellectuels, tous les travailleurs en général, les hommes comme les femmes, ont à assumer la tâche de créer le front patriotique et national, ce front uni mobilisera politiquement toute la nation pour établir un gouvernement qui engagera le pays dans la voie de l'indépendance nationale, du développement économique indépendant, du progrès et de la liberté, autant d'idéaux au nom desquels un grand nombre de Dominicains ont combattu et ont héroïquement sacrifié leur vie.

nouvelles intérieures

L'emprisonnement de Romain Le Gal

LA BOURGEOISIE
DOIT RENDRE
DES COMPTES

Au mois d'avril dernier dans la foulée de sa politique de répression systématique et violente contre les ouvriers, les travailleurs immigrés, les petits paysans et les étudiants qui menaient d'incessantes luttes de masse contre elle, la bourgeoisie décidait de frapper à leur tour les militants communistes marxistes-léninistes. Et c'est en Bretagne, à Lorient, qu'elle portait le premier coup contre eux.

Cinq militants marxistes-léninistes de cette ville étaient arrêtés en l'espace de quelques jours. Leurs maisons étaient perquisitionnées, de même que l'étaient celles de leurs amis et parents. Et sous de fallacieux prétextes, ils se voyaient inculpés de «reconstitution de ligue dissoute», en l'occurrence le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Défiant sa propre justice et au mépris de sa propre légalité, la bourgeoisie utilisait une procédure de «flagrant délit» pour arrêter et inculper des camarades plusieurs jours après les faits qu'elle comptait leur reprocher — des inscriptions à la peinture signées du PCMLF notamment. Les perquisitions elles-mêmes étaient exécutées de façon illégale. L'arbitraire le plus total allait présider à toutes les décisions de la bourgeoisie et de sa cour de sûreté de l'Etat : depuis les gardes à vue, y compris d'une femme enceinte, jusqu'à l'incarcération à la prison de Fresnes de l'un des inculpés, l'ouvrier communal Romain Le Gal.

Cinq mois durant, cet ouvrier lorientais, militant CFDT, allait être détenu, soumis à toutes sortes d'interrogatoires, à de multiples pressions, et de multiples mesures d'intimidation. En l'absence d'un dossier quelque peu conséquent et susceptible de justifier après coup sa détention, la bourgeoisie et son appareil judiciaire essayaient toutes sortes de stratagèmes pour lui arracher des aveux, lui faire signer des déclarations. Elle devait même tenter de lui faire subir une expertise psychiatrique ! Mais la vigilance de Romain n'allait pas faillir, pas plus que son optimisme et sa détermination à vaincre, même en prison, cette classe d'exploiteurs qui voulait le réduire au silence. Toutes les manœuvres de la bourgeoisie, toutes ses manigances et ses pressions étaient mises en échec.

En même temps, de l'autre côté des barreaux, le mouvement de soutien commençait à prendre forme. Mobilisant d'abord les marxistes-léninistes, puis petit à petit des couches plus larges de la population, l'arrestation et la détention proprement scandaleuse de Romain Le Gal commençaient à être connues. Des comités de masse apparaissaient, de plus en plus nombreux, en Bretagne particulièrement, pour soutenir Romain Le Gal. Des manifestations étaient organisées ainsi que des meetings et deux journées nationales d'action. Celles-ci liaient la répression dont était victime Romain à celle, qui a pris la dimension d'une véritable politique nationale organisée et planifiée derrière les murs des ministères dont sont de plus en plus victimes les larges masses ouvrières et populaires.

En septembre, alors que tout indiquait que le mouvement de lutte de masses contre l'exploitation capitaliste allait se développer de plus belle, la bourgeoisie décidait contre toute attente de libérer Romain. La raison ? Elle est simple. Toujours aussi incapable d'organiser un procès qui ne risque pas de se retourner contre elle, la bourgeoisie n'avait que deux solutions : ou bien garder Romain en prison sans procès, ou bien le libérer et tenter d'étouffer l'affaire. Et c'est le fait que la répression arbitraire qui frappait Romain était de plus en plus largement connue et dénoncée qui allait faire pencher la bourgeoisie pour la deuxième solution.

Aujourd'hui donc, Romain est libéré. Mais les inculpations qui pèsent sur lui et sur les autres marxistes-léninistes lorientais demeurent.

Le gouvernement qui n'a toujours pas réussi à réunir des preuves suffisantes contre ces militants révolutionnaires, tente de mettre l'affaire sous le boisseau. C'est un devoir pour nous, ouvriers révolutionnaires, que de l'empêcher de s'en tirer à si bon compte !

Craint-il de s'être engagé sur un terrain mouvant ? Craint-il de voir se retourner contre lui la situation qu'il a provoquée ? Organisons donc, avec les militants inculpés, le procès de la bourgeoisie.

La répression continue, organisée contre les ouvriers avancés. Il faut rester à l'offensive. C'est pour cela, et en particulier pour mieux armer tous nos camarades et nos amis, que nous publierons dans nos prochaines éditions un témoignage de Romain Le Gal tirant le bilan complet de cinq mois écoulés de son inculpation et de son incarcération à sa récente libération.

Si la bourgeoisie veut que s'instaure le silence sur cette affaire, c'est que nous avons au contraire tout intérêt à continuer de la populariser !

A bas la campagne
antichinoise
de la bourgeoisie !

Suite de la p. 1

Si des problèmes se posent au sein du Parti communiste chinois, indissociable des masses ouvrières et populaires chinoises, soyons assez responsables et conséquents pour attendre à leur sujet les explications précises et nécessaires. Nous jugerons alors en toute connaissance de cause, dans le respect des principes du marxisme-léninisme et de la pensée-maotse-toung. Rejetons avec violence, les interprétations empoisonnées, mensongères et provocatrices de nos ennemis bourgeois et révisionnistes.

Le but de la campagne déchainée en ce moment vise à détourner la classe ouvrière et les masses populaires de notre pays des cibles immédiates contre lesquelles les marxistes-léninistes doivent les mobiliser. Tout en poursuivant notre solidarité prolétarienne avec les luttes de classe auxquelles sont confrontées les masses chinoises

ou d'autres pays, occupons-nous donc activement des luttes de classes contre le plan Barre, tout en démasquant les entreprises mystificatrices de l'Union de la gauche et de son Programme commun ; organisons de manière très offensive nos interventions, lors des manifestations diverses, et particulièrement celles du 23 octobre prochain, en province et dans la capitale ; suivons les justes initiatives de la Direction nationale de «Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France». Soutenus par tous les militants, quel que soit leur âge, les jeunes marxistes-léninistes s'attacheront à entraîner les plus larges foules de travailleurs, à la fois contre le plan Barre et le Programme commun et pour exprimer leur solidarité effective avec nos frères immigrés, grévistes des foyers-prisons de la SONACOTRA qui tiendront ce jour-là un grand meeting ouvrier à la Mutualité.

Allons de l'avant, avec confiance et détermination !

Jacques Jurquet.

Halte à la campagne
antichinoise !

Lettre d'un postier marxiste-léniniste

Depuis quelques jours se développe dans notre pays une vaste campagne antichinoise. Cela nous, marxistes-léninistes, ne pouvons le tolérer. Après avoir été obligés de reconnaître le rôle considérable de notre camarade Mao Tsé-toung tant au niveau de la Chine qu'au niveau mondial, les réactionnaires de tout poil se sont lancés à corps perdu dans une vaste campagne de dénigrement à l'égard du peuple chinois, de son parti, de son gouvernement.

Nous devons nous attendre à de telles conséquences. De tout temps, en toute occasion, la bourgeoisie a glorifié les héros du prolétariat pour mieux les dénigrer.

Il y a quelque temps nous apprenions que Hua Kuo-feng était un des «fils» du président Mao. Cette information nous parvenait de Taïwan où se terrent les fascistes chinois depuis 27 ans. Aujourd'hui le «fils» de Mao met sa «mère» en prison (sa «belle-mère»). Chaque réactionnaire peut y voir la réincarnation du complexe d'Œdipe, et le tour peut être joué. Il ne manquera pas certainement de cerveaux fertiles pour en arriver à de telles conclusions.

En régime socialiste, la lutte de classes est ininterrompue, la lutte entre le nouveau et l'ancien, entre le capitalisme et le socialisme, entre bourgeoisie et prolétariat ne connaît pas de fin. Cela les réactionnaires ne peuvent l'admettre. Depuis des dizaines d'années les révisionnistes anciens et modernes nous rabâchent que la lutte des classes est éteinte, qu'on peut passer du capitalisme au socialisme par la voie pacifique. Depuis des dizaines d'années les bourgeois nous rabâchent que ce qui régit la vie c'est la lutte entre générations, entre couches d'âges.

Il est évident que dans de telles conditions ils ne peuvent comprendre ce qui se passe en Chine. Ils se lancent à

corps perdu dans des analyses réactionnaires en s'appuyant sur des informations que personne ne peut confirmer. Ils transforment les «peut-être» en «sûrement» et traduisent au présent le conditionnel, mode de pensée préférée des traîtres, de la bourgeoisie.

L'impérialisme n'a jamais pu admettre sa défaite en République populaire de Chine. Chaque coup porté contre sa puissance est une victoire des peuples. Depuis une longue période les impérialistes et autres réactionnaires attendaient la mort de notre camarade Mao Tsé-toung. Cette nouvelle les a profondément réjouis. Obligés de pleurnicher, ils ont cependant préparé leur plan de bataille.

Ma confiance dans le peuple chinois est indéfectible. Aguerri par la Révolution culturelle, la lutte contre Lin Piao et Confucius, la lutte contre Teng Siao-ping, le peuple chinois saura déjouer les manœuvres de subversion et les complots d'où qu'ils viennent et quel que soit le «dirigeant» qui en est à l'origine.

Les communistes marxistes-léninistes de France, leur organe l'Humanité rouge doivent engager dès aujourd'hui et ce dans l'isolement le plus complet une grande bataille de clarification politique sur la situation en République populaire de Chine.

Le combat du peuple chinois est notre combat, il est le combat de tous les communistes du monde entier. Appuyons-nous résolument sur le marxisme, le léninisme, la pensée de Mao Tsé-toung pour nous fortifier, anéantir les réactionnaires et construire une France socialiste de dictature du prolétariat.

Vive le peuple chinois, son Parti communiste, son gouvernement !

Vive la pensée-maotse-toung !

Vive la Chine rouge !

Vive le marxisme-léninisme !

Un postier ml d'Orléans.

REPRESSION
CONTRE
LES REFUGIES
POLITIQUES

Le gouvernement expulsera les réfugiés politiques qui «persisteraient, par leurs actions subversives, à troubler l'ordre public». Cette déclaration à la presse que vient de faire Poniatowski conclut les opérations répressives menées depuis plusieurs jours en pays Basque par la police.

Deux des onze réfugiés politiques basques évadés, en juin dernier de l'île d'Yeu (Vendée) où ils étaient assignés à résidence, ont été arrêtés samedi matin sur la côte basque où se déroule, depuis vendredi soir, une vaste opération de police marquée par de nombreuses perquisitions et des barrages effectués par des CRS munis de mitraillettes et de hères.

Dans le même temps, plusieurs dizaines de gendarmes et policiers débarquaient à l'île d'Yeu pour renforcer le contrôle répressif sur les exilés politiques qui y sont assignés à résidence.

Pour donner plus de poids encore à ses menaces, Poniatowski a délibéré tout le week-end avec son compère espagnol, ministre de la répression, venu lui rendre visite.

QUAND VOUS
AVEZ LU LE
QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS !
DONNEZ-LE
OU AFFICHEZ-LE !



Trois licenciements annulés à l'hôpital Corentin Celton

CONTRE LES LICENCIEMENTS LA VICTOIRE EST POSSIBLE !

(Suite de la p. 1)

2) Notre revendication était claire : réintégration des 3 licenciés le 1er octobre avec un contrat d'agent hospitalier.

Notre tactique : regrouper le maximum de gens pour cette lutte en comptant essentiellement sur nos propres forces et en étant vigilants par rapport aux possibles manœuvres des responsables syndicaux :

Le fil de l'action

Le 23/9, nous demandons à la CFDT de convoquer une AG pour mobiliser le personnel contre les licenciements. La réponse est : «Oui sur le principe de l'AG mais il faudra parler du plan Barre».

Le 27/9, le syndicat CFDT-AP annonce à la section l'appel commun pour la délégation de «masse» du 28/9 ; il annonce en même temps la participation de la CFDT à la journée du 7 octobre. La section syndicale CGT annonce seule la délégation du 28/9 par affiches ; en même temps elle distribue un tract régional sur le 7 octobre, d'où confusion entre la lutte contre les licenciements et la préparation du 7 octobre.

Le 28/9, nous participons à la «délégation de masse» :

— 40 personnes de Corentin se regroupent à la loge pour le départ ; discours du pont CGT sur le 7 octobre ; pas un mot sur les licenciements. Nous intervenons pour faire le point sur les licenciements à Corentin

et pour appeler à une lutte sur l'hôpital. La CFDT n'intervient pas.

— 12 personnes de Corentin se retrouvent avenue Victoria avec 1 500 participants à la délégation (10 hôpitaux étaient présents). La CGT-AP intervient, en son seul nom, en parlant 3 minutes des licenciements et un quart d'heure du 7 octobre. Elle dit en substance que «cette délégation est une belle démonstration du front syndical commun» et «un avant-goût réussi du 7 octobre». La CFDT-AP, quant à elle, n'intervient même pas !...

— Nous intervenons devant le représentant de l'administration générale : le délégué CFDT de Corentin s'étant lancé dans un discours flou... celui de la CGT n'ayant rien trouvé de mieux que de dire en serrant la main de cet administrateur : «Vous savez mieux que nous la situation de Corentin...» (!) nous réaffirmons notre revendication en faisant le point sur la situation lamentable dans les services de l'hôpital.

— Nous prenons contact avec 2 hôpitaux :

- *Broussais* : 12 licenciements le 1er octobre ; des AG pendant le mois de septembre «sans résultat»...

- *La Salpêtrière* : 200 licenciements le 1er octobre ; «On ne peut rien faire avec ce gouvernement ; il faut demander la création de postes budgétaires...»

Canaliser les forces vers le 7 octobre en ruinant la lutte contre les licenciements : tel était le but de

cette «délégation» ; la direction CFDT-AP s'alignant entièrement sur la CGT...

Le 29/9, nous décidons de mener une lutte résolue à Corentin. 3 assemblées générales par horaire sont organisées les 29 et 30. La direction CFDT suit.

Ces AG ont regroupé : pour la garde (15 - 23 heures) : 16 personnes ; pour la veille (23 - 7 heures) : 4 personnes ; pour l'ensemble du personnel : 24 personnes. La CGT est totalement absente ; la majorité des participants n'est pas syndiquée.

3 propositions sont discutées à ces AG : 1) grève générale et totale à Corentin jusqu'à la réintégration des 3 licenciés ; 2) grève partielle : ne soigner que les 8 ou 10 malades que nous devrions normalement soigner ; 3) réintégration des 3 agents dans leur service à partir du 1/10 et organisation de la solidarité financière et de la popularisation.

Les AG se sont prononcées pour la grève totale à l'hôpital comme la meilleure arme du personnel dans la lutte, à condition d'y associer étroitement les malades et leur famille ; rejetant ainsi les conceptions bourgeoises exprimées par le trotskyste de la CFDT prétendant que l'hôpital est un «service public» et qu'il ne faut pas que «les malades fassent les frais de notre lutte».

Les présents ont fait le procès des directions syndicales qui refusent de préparer le personnel et les malades à la grève.

Face à cette impréparation du personnel et des malades à la grève, la proposition qui fut votée à l'unanimité des présents fut : les agents licenciés ne quittent pas leur service le 1er octobre ; on élit un comité de soutien composé de syndiqués et non-syndiqués, chargé :

1) d'assurer la protection des 3 agents ;

2) d'assurer la solidarité financière et la popularisation : dans Corentin Celton (auprès des ux, des malades et de leur famille, et auprès du personnel) ; à l'extérieur de l'hôpital (auprès de la population et des entreprises d'Issy-les-Moulineaux).

A l'issue des AG, 12 membres formaient le comité de soutien et se répartissaient le travail. La direction de la CFDT après avoir décrété qu'elle n'était d'accord sur aucune des propositions mais qu'elle ne propo-

sait rien... s'inclina, en apparence, devant la décision prise. 2 membres de la CFDT furent chargés d'aller trouver la CGT pour qu'elle se joigne à nous.

Le jour du licenciement arrive

Le 1er octobre, la CGT, consultée, refuse de se joindre à notre action sous les prétextes suivants : nous préparons le 7 octobre ; il ne s'agit pas de licenciements mais de fin de contrat ; ces cas sont indéfendables...

Le comité de soutien fait son premier bilan à midi : les vieux et malades consultés (une vingtaine) ainsi que leur famille (6) sont prêts à lutter avec nous ; le personnel est surpris par la forme d'action envisagée et signe massivement la pétition qu'on doit porter à l'audience de masse de 15 heures (90 signatures en 1 h 30).

La direction de la section CFDT fait des siennes en coulisse :

— elle boycotte le travail du comité de soutien, refusant de faire le tour des services pour populariser l'action décidée, refusant même d'en parler dans son propre service sous prétexte : que les agents doivent réintégrer leur service mais ne pas y travailler ; que la solidarité financière pour payer le travail des agents n'est pas envisageable parce que ce serait «faire le jeu du patron».

Cette position déjà exprimée en AG, timidement, avait été rejetée parce qu'elle revenait à accepter purement et simplement les licenciements.

Le travail des agents licenciés et la solidarité financière semblent servir le patron, dans un premier temps, mais tous ceux qui allaient payer le travail des agents marqueraient en même temps leur volonté de lutte contre les licenciements ; si nous savions organiser et étendre cette volonté de lutte, cela ne pouvait que se retourner contre lui.

A la délégation à la direction, nous sommes 10. Pour la direction, il ne s'agit pas de licenciements, mais de «fin de contrat» ; le «non-renouvellement» des contrats vient d'en haut, on ne peut rien au niveau de Corentin. Pour nous, nous réaffirmons que nous refusons tout licenciement, nous maintenons notre revendication.

Nous disons que la situation pour le personnel et les malades est très difficile à Corentin, mais que pour la direction générale de l'AP Corentin rapporte beaucoup puisque le bilan d'activité de l'hôpital a dépassé de 5, 10 % ce qui était prévu au 30 juin 1976, et ceci sur le dos du personnel et des malades.

Nous disons que nos 3 collègues ne quittent pas leur poste et que nous avons le soutien du personnel, des malades et de leur famille, soutien qui est le reflet de leur mécontentement et qui ira grandissant.

Nous accusons la direction de Corentin d'utiliser le prix de journée (124 F/jour en dortoirs ; 135 F/jour en maison de retraite) de la Maison de cure médicale, non pas à soigner les malades, mais à équiper d'autres hôpitaux de l'AP pour les rendre plus rentables.

Nous arrachons la victoire

Profitant du trouble créé par nos propos chez le directeur, nous demandons qu'il téléphone devant nous à la direction générale. Ce qui fut fait : après 20 minutes de communication téléphonique nous avons satisfaction.

Le 11/10, les 3 licenciés du 1/10 signaient leur contrat d'agent hospitalier et reprenaient leur place dans leur service.

Nous avons gagné !

Cette lutte contre les licenciements, partie de la base, prouve qu'il faut absolument «oser escalader les cimes».

C'est un encouragement, pour les luttes beaucoup plus importantes qui vont éclater contre les licenciements massifs dans l'Assistance publique.

A peine avions-nous franchi le seuil de la direction que la voix de la direction trotskyste de la direction CFDT s'élevait, annonçant les luttes à venir dans ce syndicat :

«Je vous l'avais dit, ce directeur est sympa !» Nous, ce genre de propos nous révolte : le directeur a eu peur de notre détermination ; il voudrait qu'on s'arrête là ; mais nous avons commencé à populariser notre succès : le 6/10, par exemple, la CGT dut admettre son échec en pleine AG préparatoire au 7 octobre. Nous continuerons.

Le 15/10/76
Correspondant HR.

Un mois de grève à Coignet (Seine Saint-Denis)

Dans l'entreprise de pré-fabrication, Coignet, la grève a débuté avec le dépôt et les 6 chantiers (l'usine et le siège social n'en sont pas partie prenante).

Au bout de 4 semaines, le dépôt d'Aulnay et les deux plus gros chantiers (Nanterre et Pontoise hôpital) sont encore en grève. Les travailleurs de Coignet revendiquent :

1) au niveau salarial : une augmentation, que le patron refuse sous prétexte du plan Barre. Cette augmentation est demandée pour compenser une diminution d'horaires ; la 5e semaine de congés payés ; le 13e mois pour les ouvriers.

2) au niveau des conditions de travail : 2 bleus de travail par an ; une paire de chaussures de sécurité ; la création d'un Comité d'hygiène et de sécurité.

Les travailleurs de Coignet s'organisent avec l'appui de leur jeune section syndicale CFDT, pour élargir le soutien et populariser la grève, conscients du risque d'essoufflement du mouvement. Ils ont entrepris des collectes sur la région dans les entreprises de la zone industrielle, d'Aulnay comme Rank Xerox, Suburbaine, Eva, gare d'Aulnay, Carrefour, Parunis et Euro-marché.

Ces collectes ont rencontré, à chaque fois, un vif succès. Les travailleurs du dépôt bloquent toutes les sorties de matériels. Ainsi, ils se basent sur le fait que, l'hiver approchant, les travaux en cours ne pourront être achevés faute de matériels et à plus long terme à cause des gelées.

Pour le soutien adresser les chèques à l'UL-CFDT 2, rue du Dr Lavigne 1 93600 Aulnay-sous-bois ou l'UD-CFDT Seine-St-Denis en précisant Solidarité Coignet.

Correspondant HR.

LA FAUCILLE

Le prochain numéro sortira ce jeudi.

On trouvera au sommaire notamment :

— La position des marxistes-léninistes sur la sécheresse.

— Une interview de petits paysans de Dordogne.

— Les ventes de maïs américain en France.

— A propos du projet de nouvelle taxe de résorption payable par les petits électeurs.

— La sécheresse, le PCF, le Modéf et la FNSEA, des positions qui ne trompent pas.

— ainsi que d'autres nouvelles.

Disponible par commande à :
HR — La Faucille
BP61 - 75861 Paris cedex 18
au prix de 1 F l'exemplaire, plus le port.



Pour la correspondance

avec le journal

téléphonez au : 607-23-75



QUELLE ISSUE POUR LA VITICULTURE ?

Nul n'ignore avec quelle publicité tapageuse la presse bourgeoise devait célébrer le 2e accord interprofessionnel viticulteurs-négociants de fin juillet 76 (1).

Cet accord signé entre la Confédération des caves coopératives, la Fédération nationale des producteurs de vin de table et la Fédération des négociants, institue une association interprofessionnelle qui fixera chaque année des prix minimum de campagne pour les vins rouges et rosés... les vins blancs étant exclus pour le moment (2). Et évidemment, et cela n'a jamais fait aucun doute pour les négociants, ces prix minimum n'ont pas à être respectés pour les vins importés.

Les prix qui ont été fixés pour la fin de la dernière campagne sont de 9,63 F le degré-hl pour les vins de moins de 10 degrés, de 10 F le degré-hl pour ceux de 10 à 10,4 degrés, de 11 F le degré-hl pour ceux de 10,5 degrés et plus ; et une prime de 1 F par degré-hl, supplémentaire pour les vins dits de pays.

Quand on ajoutera qu'à la suite de cet accord, les négociants importateurs ont obtenu que soit supprimé le blocage de leur marge bénéficiaire, on comprend que les négociants se félicitent de l'accord qu'ils qualifient « d'historique ».

Et effectivement les capitalistes du négoce n'ont fait que faire entériner par l'accord leur pouvoir de trusts imposant leurs prix, et se livrant à toutes sortes de trafics avec les vins importés.

Qu'on en juge puisque pour les vins de moins de 10 degrés, le négoce avait dû accepter, sous la pression des masses paysannes en lutte, lors du premier accord du 15 avril dernier, de payer 10,50 F le degré-hl ; ce qui déjà était loin de satisfaire la revendication de 12,50 F le degré-hl considé-

rée par les petits viticulteurs comme un minimum pour arriver à s'en tirer. Ils s'étaient d'ailleurs par la suite montrés peu enclins à respecter cet accord.

Notons que les négociants faisant la pluie et le beau temps sur les prix du marché avaient, en étroite coordination, fait des offres à des prix volontairement fixés par eux très bas, de l'ordre de 8,50 F le degré-hl juste avant que n'intervienne le 2e accord ; histoire d'endormir les gens en faisant croire après qu'ils faisaient semblant de céder en proposant 9,63 F le degré-hl ; de l'intoxication bien organisée.

Et les négociants continuent à importer notamment d'Italie, se livrent à toutes sortes de trafics et de coupages, n'achètent sur le marché que des vins de moins de 10 degrés, les coupant avec des vins de 12 à 14 degrés importés à très bas prix (3) (vins qui d'ailleurs déjà peuvent avoir subi bien des trafics chimiques) ; ils fabriquent ainsi des vins de 11 degrés, qui leur reviennent bien moins cher que s'ils avaient à les acheter en France ; inutile de dire que les prix à la consommation ne baissent pas, au contraire ils augmentent ; et tout cela permet à tous ces capitalistes du commerce et de la mise en bouteille de bien jolis profits sur le dos des petits et moyens viticulteurs de France comme d'Italie, et aussi sur le dos des masses travailleuses consommatrices.

Le négoce a par ailleurs trouvé dans ses interlocuteurs de la bourgeoisie rurale viticole de droite comme de gauche d'ailleurs, des gens bien complaisants par « réalisme » à les en croire, tel ce dirigeant de la Fédération des vins de table, Héraïl qui n'hésite pas à dire avec beaucoup de franchise : « Nous avons des intérêts communs avec le commerce et nous voulons travailler

ensemble pour les défendre ». Oui, en effet, les représentants des classes bourgeoises à la campagne ont des intérêts communs avec les capitalistes du commerce et de l'industrie du vin.

Par contre les intérêts des masses paysannes, de cette masse de petits et moyens viticulteurs qui tous les jours voient leurs conditions de vie et de tra-

D'après le « Cri », journal des marxistes-léninistes de la région Languedoc-Roussillon octobre 1976



tels accords de compromis passés sur leur dos et qui ne font qu'entériner leur disparition à terme ; pour avoir le droit de vivre de leur propre travail dans leur propre pays ce n'est certainement pas sur la bourgeoisie viti-vinicole qu'ils doivent compter ; ces derniers se moquent pas mal des petits et moyens viticulteurs destinés à la liquidation.

(A suivre)



En décembre dernier, les viticulteurs du Midi avaient déjà barré les routes menant à Metz, où on débarque le vin importé.

Restructuration dans l'informatique (2) LES TRAVAILLEURS DE FRANLAB A LA RECHERCHE D'OBJECTIFS UNITAIRES

La société Franlab, filiale à 100 % de l'Institut français du pétrole (IFP), est en train d'être dépecée (Cf HR No 540). A la rentrée de septembre, les travailleurs ont commencé à s'organiser : assemblée générale massive, où deux positions s'affron-

tent (les dirigeants CGT ne parlent que de démantèlement alors que les travailleurs se préoccupent des problèmes concrets de salaire et d'emploi).

Le 30 septembre, le personnel de Franlab est en grève.

Après le temps fort du début de la lutte, c'est le creux de la vague.

Ce reflux a d'ailleurs été exploité et momentanément aggravé par l'offensive de la direction qui a entamé ses manœuvres de division.

Pourquoi ce creux de vague ?

D'abord en raison des causes internes

L'unité du personnel de Franlab n'était pas faite sur des objectifs clairs. En effet, le personnel est d'abord hétérogène du point de vue du travail proprement dit : il y a les opérateurs machine qui font tourner l'ordinateur (travail essentiellement répétitif), les secrétaires, les ingénieurs commerciaux, les ingénieurs d'études.

Les conditions « économiques » de chacun des groupes font qu'ils réagissent différemment en fonction de leur intérêt spécifique et de la menace d'éclatement de la société. Par exemple, les opérateurs sont indispensables à la « production », ils ont tendance à privilégier la défense de l'outil de travail (l'ordinateur), pensant défendre ainsi leur emploi. Ça se traduit par le mot d'ordre « non au démantèlement ».

Le groupe des secrétaires, par contre, aurait plutôt tendance à se battre pour un statut du personnel, car ordinateur ou pas, leur emploi est menacé plus que la catégorie opérateurs.

Les ingénieurs commerciaux ont eu tendance à se battre sur le thème de la rentabilité de la société, donc eux aussi

ont tendance à privilégier l'outil, car sans ordinateur, à quels clients vendraient-ils des heures machines ?

L'unité du personnel, condition indispensable du succès, est donc liée à la recherche d'objectifs unitaires.

En raison des causes externes

On peut les regrouper en deux causes essentielles :

— La contre-attaque de la direction qui a habilement joué la division entre les catégories. Par exemple, lors de la réunion du personnel qu'elle a convoquée, après avoir auparavant réuni les chefs de service, Allègre a lâché quelques petits détails pratiques : l'ordinateur et une partie du personnel resteraient à Rueil, certains pourraient déjà discuter avec lui de leurs conditions de mutation dans un centre du CEA, le personnel pourrait choisir de garder son statut (lequel ?) en allant à la CISI...

N'oublions pas que M. Allègre n'est pas un débutant en matière de restructuration et qu'il connaît son métier de patron.

— L'attitude des sections syndicales de l'IFP. La section CFDT avait dès le début, après des discussions serrées en son sein, dans le souci d'élargir le soutien, proposé que le personnel du groupe IFP entre dans la lutte sur le même objectif que Franlab : non au démantèlement de Franlab car c'est aussi celui de l'IFP ; oui à un statut du personnel du groupe IFP (dont fait partie Franlab). Les réponses furent

celles qui étaient attendues : la CGT (sous domination PCF) l'objectif de la semaine c'était... la réussite du 7 octobre !

Ceci dit, le seul mot d'ordre qu'ils retiennent est le « non au démantèlement » accompagné de grandes explications qui montrent que le danger, c'est que Franlab va tomber sous la coupe d'un baron belge (Empain) que diraient-ils si le dit baron était français ?

En réalité, cette position est celle de la défense de l'outil de travail, c'est-à-dire d'une société rentable, restant dans le giron de l'IFP, établissement d'Etat. Et comme 78 n'est pas loin, et que pour eux, il s'agit de se glisser dans les rouages de l'Etat, le raisonnement est simple : il ne faut pas que Franlab, pièce du secteur informatique, tombe aux mains du privé en partie au moins. Le personnel est secondaire.

A la veille du 7 octobre furent distribués deux tracts : un des sections CFDT du groupe IFP qui expliquait ses propositions mais d'une manière peu incisive et surtout sans propositions concrètes d'action et sans parler du 7 octobre ; un des sections CGT qui citait Franlab et ne parlait que du plan Giscard-Barre et du 7 octobre.

Mais le personnel de Franlab, après cette période de confusion, commence à y voir clair et la lutte, un instant mise en veilleuse, pourrait se durcir vraiment dans quelques jours. Il est vrai que le temps presse, pour la direction surtout.

Correspondant HR

(1) A ce sujet, nous nous devons de mentionner les propos ultra-réactionnaires du journal hebdomadaire du Languedoc-Roussillon « Sud », journal défendant les positions de l'Union de la gauche, qui n'a pas craint de parler « de début de l'autogestion en viticulture » ! Jusqu'où ira ce journal bourgeois ?

(2) Sur les vins blancs : une partie de ces vins produits en France servent aussi au négoce à frauder par coupage (interdit d'ailleurs théoriquement) avec des vins rouges pour obtenir des rosés à bas prix, ou par transformation du faux vin rosé ou rouge par coloration à l'acocyanine (colorant) ; d'où l'importance pour le négoce de se procurer aux plus bas prix possibles des vins blancs ; avec peu de choses, il produit ainsi frauduleusement des vins rouges et

rosés revendus bien plus chers, d'où de jolis profits.

(3) Exemples :

— le vin courant de 11 degrés sera payé à la production 11 F le degré hectolitre soit 121 F l'hectolitre.

— par coupage entre un dix degrés méridional à 10 F le degré hectolitre (prix de l'hectolitre : 100 F) et un vin de 13 degrés importé dont le prix de revient peut être évalué à 7,32 F le degré hectolitre (y compris frais et transit) (prix de l'hectolitre : 105 F), on fabrique un vin de 11 degrés qui coûte au négociant 102 F l'hectolitre alors qu'un vin méridional lui coûterait 121 F l'hectolitre. Evidemment c'est par une dure exploitation des petits paysans italiens que le négoce français ou italien se procure en Italie des vins à si bas prix.



Les travailleurs immigrés et le logement (1)

Des bidonvilles aux foyers prisons

Vers les années 60, lors de la nouvelle vague d'immigration en provenance du Portugal et d'Afrique du Nord, la bourgeoisie n'offrit aux travailleurs en guise de logements d'accueil que les bidonvilles et les taudis. Des milliers et des milliers d'ouvriers étrangers sont alors venus s'entasser dans les terrains vagues ou en périphérie des villes dans des habitations en planches, en tôles, des baraques ou des vieilles voitures. En 1964 près de 15 000 Portugais vivaient dans des bidonvilles dans le département de la Seine à Nanterre, St-Denis, La Courneuve, Aubervilliers. Ces bidonvilles où l'on pataugeait dans la gadoue en hiver étaient propices aux épidémies et aux incendies. Ainsi de 1962 à 1964 les pompiers sont intervenus dix fois à Nanterre et six fois à Aubervilliers, à chaque fois pour des incendies importants ou ayant entraîné des asphyxies. Certains de ces bidonvilles formaient de véritables villages tels le bidonville du plateau de Champigny où vivaient en 65 7 500 Portugais. On y payait une somme de l'ordre de plusieurs milliers de francs par mois pour un lit ; il faut songer quel profit cela représentait sur le nombre de baraques !

Dans le même temps les

marchands de sommeil faisaient des profits fabuleux en aménageant des caves, des hangars, pour en faire des taudis-foyers surpeuplés, sans aération, sans hygiène ni sécurité, où chacun payait



Des bidonvilles, voilà «l'accueil» que la bourgeoisie a réservé à des centaines de milliers de travailleurs immigrés.

sa place mais où trois hommes se succédaient parfois au rythme des trois-huit sur le même lit.

Cette période de bidonvilles et de taudis correspond à une phase où l'immigration clandestine a toujours été très importante en proportion. Certes tous les travailleurs immigrés en France devaient théoriquement passer par l'ONI mais le pouvoir fermait complai-

samment les yeux sur un véritable trafic, une traite clandestine de travailleurs que l'on faisait venir à prix d'or entassés dans des camions, des cars ou des soutes de navires. Arrivés dans

contrat de travail ou bien sans logement

Nouvelle politique d'immigration nouveaux logements

Sur le plan du logement la bourgeoisie a entrepris et poursuit une politique de résorption des bidonvilles et des taudis, et relogé les travailleurs dans des cités de «transit» qui n'en portent souvent que le nom ou dans des foyers-hôtels. Cette politique baptisée de «promotion sociale» a surtout aux yeux du pouvoir l'avantage de permettre un encadrement et un contrôle plus étroit de la population immigrée, tout en maintenant bien entendu celle-ci à l'écart de la population française.

De toute façon ces nouveaux modes de logement ne constituent en aucune manière un logement décent pour les travailleurs immigrés.

Prenons l'exemple du foyer de la Villette qui se trouve entre le périphérique et une caserne de la gendarmerie. Les travailleurs qui y sont arrivés, par exemple ceux expulsés du 15^e arrondissement en avril 75, ont trouvé un véritable foyer-caserne auquel ne manquait qu'un mirador ; d'ailleurs il était encore en chantier alors que le grillage qui l'entoure et l'enferme était déjà terminé. Ce foyer loge plus de 400 travailleurs qui n'y disposent que de 7,5 m² pour deux, de 5 feux et huit lavabos pour quarante personnes. Et le fait que ces conditions ne correspondent pas aux normes légales n'est nullement une exception ! Le surpeuplement du foyer Sonacotra de Villejuif qui abritait 247 travailleurs maliens au lieu de 143 n'était pas lui non plus prévu dans les textes, et il a été pourtant l'une des causes d'affrontements entre communautés. D'une manière générale les conditions d'habitation dans ces foyers sont très dures : comment s'isoler quand il n'y a pas de porte comme c'est le cas dans certains ; comment se reposer quand un va et vient incessant du fait des horaires décalés rend le sommeil impossible. Il faut être le gouvernement pour faire de l'autosatisfaction ; il faut être le PCF pour approuver le «confort» de ces foyers. Pour les travailleurs qui y vivent ils restent des foyers-casernes et des foyers-prisons.

les grandes villes françaises, ces ouvriers sans papier ni logement, à qui on avait fait miroiter de façon mensongère les bienfaits du travail en France, devenaient la proie des patrons et des marchands de sommeil. Cette main-d'œuvre entrée illégalement se trouvait pieds et poings liés à la merci des capitalistes dont dépendait la «régularisation» de la situation. Ces derniers pouvaient ainsi faire pression sur les salaires et sucer en quelques années la force de travail de ces ouvriers en les exploitant jusqu'à la moelle avant de s'en débarrasser. C'est en partie sur la base de ce surprofit néo-colonial que s'est faite la restructuration du capitalisme français. Avec l'aggravation de la crise capitaliste, prévoyant une augmentation du chômage, la bourgeoisie monopoliste a éprouvé le besoin de limiter l'immigration et de la contrôler.

Elle a durci encore sa répression à l'égard des travailleurs immigrés, suscité et encouragé des campagnes racistes. Elle a mis à partir de 1973 avec la circulaire Fontanet-Marcellin des conditions draconiennes à l'entrée d'ouvriers étrangers en France : elle exige notamment qu'il y ait un manque de main-d'œuvre dans la branche professionnelle correspondante et que la demande déposée par le patron à l'agence pour l'emploi reste sans réponse pendant un mois. Cette circulaire sclérote permet également au pouvoir de licencier un ouvrier immigré à partir du moment où il est sans

Il faut lire et étudier les œuvres de Mao Tsé-toung

Nous présentons aujourd'hui trois textes philosophiques de Mao Tsé-toung.

De la pratique (juillet 1937)

Mao Tsé-toung a écrit cet ouvrage pour dénoncer, en partant des positions de la théorie marxiste de la connaissance, les erreurs subjectivistes commises par les partisans du dogmatisme et de l'empirisme au cours des années 1931-1934.

Comme le précise la Commission d'édition du Comité central du PCC, les tenants du dogmatisme niaient cette vérité que «le marxisme n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action», tandis que les tenants de l'empirisme se cramponnaient à leur expérience personnelle limitée, sans comprendre l'importance de la théorie pour la pratique révolutionnaire.

Pour démontrer leurs erreurs Mao Tsé-toung répond à la question «Mais de quelle manière la connaissance humaine naît-elle de

la pratique et comment sert-elle, à son tour, la pratique ?» ce qui le conduit à examiner le processus de développement de la connaissance. Il insiste tout au long de l'ouvrage sur le point de vue premier et fondamental de la pratique. La connaissance commence avec la pratique et c'est encore la pratique qui permet de déterminer la vérité de la connaissance et de la théorie : «La question de savoir si une théorie correspond à la vérité objective n'est pas et ne peut être résolue entièrement dans le mouvement de la connaissance sensible à la connaissance rationnelle...»

Pour résoudre complètement cette question, il est nécessaire de diriger de nouveau la connaissance rationnelle vers la pratique sociale, d'appliquer la théorie dans la pratique et de voir si elle peut conduire au but fixé.

De la contradiction (août 1937)

Cet essai philosophique a été écrit par Mao Tsé-toung à la suite de l'ouvrage précédent pour étudier la loi de la contradiction, loi fondamentale de la dialectique matérialiste. Mao Tsé-toung y examine un certain nombre de questions pour appréhender dans ses fondements mêmes la dialectique matérialiste : «Les deux conceptions du monde, l'universalité de la contradiction, le caractère spécifique de la contradiction, la contradiction

principale et l'aspect principal de la contradiction, l'identité et la lutte des aspects de la contradiction, la place de l'antagonisme dans la contradiction».

Cet ouvrage constitue un acquis important de la théorie matérialiste dialectique qu'il contribue à enrichir et développer et souligne le caractère créateur de l'œuvre de Mao Tsé-toung sur des questions fondamentales et universelles du marxisme.

D'où viennent les idées justes ?

Ce passage d'un texte écrit par Mao Tsé-toung en mai 1963 ramasse de façon condensée le processus de développement de la connaissance dont le premier degré est le passage de la

matière de la connaissance sensible puis rationnelle et le second degré le passage de la connaissance à la matière, l'application de la connaissance dans la pratique sociale.

Pour vous procurer ces œuvres, écrivez aux Éditions du Centenaire :

- à Paris : 24, rue Philippe de Girard, Paris 10^e.
- à Lyon : 33, rue René Leynaud, 1^{er}.

Tome 1 : 9,95 F broché 15,60 F relié

Vous pouvez également vous les procurer dans les librairies :

- Les Herbes sauvages : 70, rue de Belleville, Paris 20^e.
- La Force du livre : 33, rue René Leynaud, 69001 Lyon

TARIFS D'ABONNEMENTS	
Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F 70 F
3 mois	95 F 210 F
6 mois	190 F 400 F
Soutien	300 F 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226-72 - La Source

(à suivre)

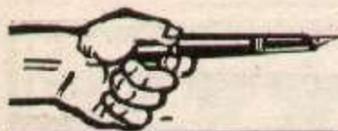
La Jeune Garde rouge

JCMLF - DÉPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

Un numéro spécial de «La Jeune Garde rouge» vient de paraître pour soutenir l'action que mènera la jeunesse communiste marxiste-léniniste de France à l'occasion de la «journée d'action contre le chômage des jeunes» qu'organisent le 23 octobre prochain les directions révisionnistes et réformistes des fédérations syndicales et de «l'Union de la gauche».

Au sommaire de ce numéro : «Contre le chômage et le capitalisme, ni Giscard ni Programme commun, action révolutionnaire de la jeunesse !» éditorial exposant les positions générales de la Direction nationale de la JCMLF à propos du chômage - «Des défenseurs des travailleurs ? Jugez vous-mêmes !» article montrant sur la base de nombreux exemples concrets la politique bourgeoise que suit la direction révisionniste du PCF en matière de licenciement - «SONACOTRA «cède» sur la lutte de classe et de masse que mènent depuis plus de 18 mois nos frères immigrés dans les foyers SONACOTRA.

Ce numéro vendu 1 F est disponible dès maintenant. Vous pouvez vous le procurer en vous adressant à «L'Humanité rouge». Une diffusion de ce numéro, la plus massive possible, doit être organisée d'ici le 23 octobre et le jour même du 23 octobre partout où des rassemblements de jeunes auront lieu.



culturel

Un début à tout

Une nouvelle de
Dominique Pagelle

Il avait encore perdu un bon morceau du discours quand il prêta à nouveau attention. A ce moment le pont se faisait mielleux :

« Je ne vous dis pas de reprendre. Mais il faut savoir et il faut comprendre que, même si la grève était reconduite, ceux qui ont des chômeurs dans leur famille, ou qui ont des enfants, seront obligés de reprendre quand même le travail ; la solidarité a des limites. Il faut savoir reprendre son souffle et conserver ses forces pour des circonstances plus favorables. Il s'écarta du micro. Visiblement il avait fini et s'appretait à partir.

« La vache, pensa Michel, il fait même pas voter. »

La foule murmurait ; Michel entendait des bribes :

« Alors, ils sont pour la reprise ?... »

« Qu'est-ce qu'il a dit ? Il ne nous soutient pas ? »

Des Arabes essayaient de se faire expliquer, l'air terriblement inquiets. Un type maigre fendait la foule pour en sortir. « Bande de salauds. Moi c'est la dernière fois que je fais grève. La prochaine fois il ne faudra pas compter sur moi. Ils m'ont eu deux fois, mais pas trois. Bande de salauds ! » Michel se souvenait de la phrase de sa femme. Il n'y avait pas prêté attention dans sa colère : « Il y en a qui vont nous trahir. On a tout préparé pour empêcher ça. » Il commença à la chercher des yeux avec un vague espoir que ce gros lard n'aurait pas le dernier mot, que quelque chose allait se passer. Il avait toujours aimé dans les grèves « Tous unis jusqu'à la victoire ». Dans une grève ratée il y a quelque chose de plus décourageant, de plus humiliant que l'argent et l'énergie perdue. Ça n'était pas son usine. Il n'y avait jamais travaillé, mais l'idée d'abandonner maintenant lui remplissait le cœur d'un vide glacé. Son regard rencontra enfin Jacqueline qui venait vers lui en toute hâte.

— IX —

Elle l'attrapa par la manche et l'entraîna vers la petite estrade. « Il faut que je parle. Viens m'aider. » Elle grimpa sur l'escabeau. Michel la suivit sans réfléchir, et resta en bas de l'estrade à la fixer des yeux. Le délégué au macaron CGT qui gardait le pied de l'estrade avait laissé passer sa femme sans comprendre et il sourit bêtement à Michel qui se plaça à côté de lui. Un des pontes saisit sa femme par le bras.

L'Association Bondy Culture et l'Association des Amitié Franco-Chinoises présentent à Bondy (Seine-Saint-Denis)

APPROCHE DE LA SOCIÉTÉ CHINOISE

Films, expositions, conférences, rencontres



A propos de « 1900 »

Des lecteurs nous ont écrit pour nous presser de parler du film de Bertolucci : 1900. Ils ont raison. Ce film, dont seule la première partie est actuellement projetée, est en effet particulièrement important : 1900 veut refléter la réalité politique de l'Italie, il ne s'agit plus ici, comme dans Le conformiste ou d'autres films moins récents, d'analyser simplement la grandeur et la décadence de la grande bourgeoisie, mais d'aborder la question de l'attitude du peuple face à la bourgeoisie.

Mais on peut sérieusement douter du service que 1900 rend au peuple quand on voit la publicité qu'en fait la bourgeoisie à travers une presse unanime de l'Aurore à l'Humanité. On peut se poser des questions sur les motivations qui ont poussé les capitalistes du trust cinématographique U.S. la Metro-Goldwyn-Mayer, à financer le film et sur les intentions des dirigeants, traitres à la classe ouvrière, du Parti « communiste » italien dont Bertolucci a demandé l'avis avant de tourner 1900.

En outre, on peut qualifier 1900 de révisionniste. La 2e partie ne cherche-t-elle pas à montrer que tout le cheminement historique du PCI nécessite la politique d'entière trahison, appelée « compromis historique », conduisant à l'alliance avec la bourgeoisie ? C'est ainsi que l'on peut déjà dire que la première partie de 1900 sert de caution à la 2e partie : le film utilise le passé glorieux et révolutionnaire des masses italiennes à l'époque où ce qui allait devenir le PCI (ou le PCI lui-même) était une organisation révolution-

naire. C'est ce qui explique en partie pourquoi il est des avis, comme cette lettre d'un lecteur d'Aix, qui voient de nombreux aspects positifs pour le peuple dans 1900 : Bertolucci montre des aspects de la lutte des paysans, (et encore : toute une critique est à faire de la façon dont elles sont montrées) et certains ne manquent pas d'emporter notre adhésion, mais jamais il n'explique le travail des révolutionnaires ni leurs objectifs — et pour cause : ce ne sont plus ceux du PCI d'aujourd'hui. Bien d'autres aspects constituent des flèches empoisonnées, mais il est évident que l'ennemi de classe ne peut plus ouvertement dire qu'il est contre le peuple : tout le monde le dénoncerait immédiatement.

Aussi 1900 est un film très dangereux, car il ne permet pas de déceler immédiatement ses dangers. C'est pourquoi nous estimons nécessaire de lancer un débat afin de saisir pourquoi certains aspects peuvent sembler positifs, comment démontrer leur nature réelle.

Il nous semble indispensable, pour que le débat soit éducateur tant du point de vue politique qu'idéologique, de s'appuyer sur les masses (ne pas nous en remettre à notre seul point de vue, recueillir les avis et les impressions de ceux de nos camarades de travail qui ont vu 1900, en discuter avec eux) mais aussi d'étudier par exemple l'analyse magistrale de l'œuvre de Tolstoï par Lénine et les enseignements de Mao Tsé-toung sur la critique artistique et littéraire, ainsi que sur la lutte idéologique au sein du peuple.

Deux travailleurs de la région parisienne

Il faut dénoncer tout particulièrement ce genre de film qui tire son décor et son intrigue de la vie du peuple et de la lutte des classes, dans le seul but de racoler la jeunesse progressiste, de la dégoûter et la détourner de la lutte.

Un film défaitiste tourné vers le passé.

Si le début du film tient ses promesses quelques minutes par des images de haine antifasciste, vous verrez vite que vous avez mangé tout votre pain blanc. Plus on avance dans le film plus le combat des travailleurs apparaît voué à l'échec. Pour commencer le découpage en saisons fait de la première époque — l'âge d'or du paternalisme — un paradis les couleurs vives de l'été. Tandis que les luttes organisées du prolétariat naissent sous un ciel pluvieux et des villes grises. La première partie démarre par une double naissance et l'autre se termine par un enterrement. Est-ce par hasard ? Par hasard si les seuls élèves du cours du soir à la Maison du peuple se comptent sur les doigts d'une main et ont 80 ans de moyenne d'âge ? Il est parfaitement clair que les socialistes dans ce film se battaient pour la beauté du geste ! Quant à l'enterrement, il est de première : les quatre vieux ont péri, brûlés vifs par les fascistes, dans un attentat contre la Maison du peuple et derrière ces pauvres gens carbonisés les manifestants défilent « dans le calme et la dignité », le front grave et débarrassé de toute

haine. On dirait des communistes à la messe ! Tout au long du film, la détermination est dans le camp des fascistes pas dans celui du peuple. En somme tout est calculé pour ancrer dans nos esprits le pessimisme et le fatalisme : « c'est bien injuste, mais on n'y peut rien ».

En dépit des déclarations (rares), l'idéal d'Olmo et Alfredo, les héros du film, ne volent pas plus haut que dans le « Dernier tango à Paris ». Ainsi la bassesse morale du héros de Bertolucci trouve toute sa mesure dans une scène de coucherie avec une épileptique où le « socialiste » Olmo montre qu'il sait tirer parti de la vénalité et de la corruption.

Comme on le voit, pour Bertolucci, même la lutte des classes est prétexte au bon vieux porno. Il est clair que de tels personnages n'incarnent nullement les espérances populaires. Au contraire, ils servent de repoussoir.

Comment on marie l'eau et le feu.

Le plus fort dans ce film, que la publicité présente comme « manichéen axé sur la lutte des classes », etc., c'est que le thème principal en est la collaboration de classe. C'est ainsi que les 2 personnages centraux, l'un fils de métayer et l'autre de propriétaire sont comme cul et chemise, et leur « amitié » plane au-dessus de tous les obstacles (scènes du ver à soie, de la grève, du retour après la guerre, de l'incendie de la maison du peu-

Un lecteur d'Aix-en-Provence

« 1900 » de Bertolucci. Comme tous les spectateurs français, je n'ai vu que la première partie de ce long métrage (cinq heures) : on nous promet la suite pour bientôt. J'écris à « chaud », encore sous le ravissement ; tout d'abord ravissement des yeux, par la beauté des images qui nous livrent tous les tons verts de la campagne émilienne en Italie. Mais surtout quel saisissement : on vient à partager les espoirs et les haines de ces paysans magnifiques, luttant contre les grands propriétaires et les fascistes entre 1900 et 1945.

Le même jour de l'an 1900 naissaient à la fois le fils du maître et le fils d'un des « ses » paysans. Se déroulent alors les vies parallèles de ces deux enfants avec des liens parfois amicaux, mais se heurtant souvent : la lutte des classes soutant tous les rapports du jeune « aristocrate » et du futur ouvrier agricole. Quelques longueurs à déplorer sur la vie amoureuse du jeune dandy, mais quelle émotion lorsque les enfants des paysans grévistes prennent un train de secours rouge vers la mer, invités par les métallos de Gênes ; quel sentiment de complicité avec les opprimés lorsque le vieux dit à l'enfant contemplant les « maîtres » qui aident à les jaunes à moissonner : « Tu as de la chance, il m'a fallu attendre 75 ans pour voir un maître travailler... C'est ça le socialisme ; le maître suant dans les blés, et nous au frais sous un arbre... » Et l'envie de crier sa solidarité avec les paysannes expulsées bravant un régiment de cavalerie en chantant un de ces fameux chants italiens de révolte populaire.

Un film à grand spectacle, à grand budget, certainement ; une grande épopée surtout : celle du peuple italien, des paysans révolutionnaires et patriotes luttant à mort contre les « maîtres » et les fascistes.

ple, de l'épileptique, etc.), c'est-à-dire « au-dessus » des antagonismes de classes.

Deuxième tour de passe-passe.

L'autre originalité du film c'est qu'on y voit les ouvriers et les paysans pauvres s'unir et lutter, arborer des drapeaux et des pancartes, et tout cela... par l'opération du Saint-Esprit. L'organisation des travailleurs n'est présente que par le folklore qui l'entoure et les foulards rouges qui ne sont là que pour contraster avec le gris des maisons. C'est que l'organisation des masses autour du parti prolétarien est cent fois plus re-

doutable pour les exploités que la révolte spontanée et inorganisée, parce que sous la direction d'un tel parti, les masses ont pour but la prise du pouvoir et la dictature du prolétariat. Ce qui est inacceptable pour la bourgeoisie et son amuseur, Bertolucci.

Comme l'indique Lénine dans « L'État et la révolution » : « Celui-là est seul marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. »

L'Humanité Rouge

L'Albanie, phare du socialisme en Europe (5)

L'UNITE D'ACIER DU PARTI ET DU PEUPLE

« La révolution, aime à répéter le camarade Enver Hoxha, secrétaire du Comité central du PTA, est l'œuvre des masses. Si les masses ne sont pas convaincues de la nécessité de la révolution, si elles ne se préparent pas, ne se mobilisent pas et ne s'organisent pas, aucune révolution ne peut triompher. »

Dès sa création, dès l'étape de la lutte antifasciste de libération nationale, le Parti du travail d'Albanie appliqua ce principe, enracina son action dans les luttes séculaires du peuple albanais pour la liberté et la justice sociale.

Dix mois seulement après la fondation du parti, se réunissait à son initiative la conférence de Pëza (septembre 1942) où le programme minimum du parti devint celui de la lutte de libération nationale toute entière. Dès cette conférence furent jetées les bases politiques et organisationnelles du front de libération nationale, du pouvoir populaire.

Attentif aux aspirations exprimées par les masses populaires, la classe ouvrière comme la grande force des paysans pauvres, le parti sut d'emblée leur tracer la tâche qui répondait à leurs revendications et aspirations sur le travail, le pain, la liberté, l'indépendance, la terre, la justice sociale : détruire le fascisme, lutter pour une « Albanie libre, indépendante, démocratique et populaire ». Déjà au cours de la lutte contre les occupants et les traîtres et dans son cadre, furent adoptées certaines mesures frappant la base économique du capital étranger et des grands propriétaires terriens. Les terres confisquées aux traîtres étaient aussitôt distribuées aux paysans sans terre.

En dotant la lutte de libération d'un programme clair, répondant aux intérêts des larges couches populaires, le parti sut rattacher étroitement la question de la lutte de li-

bération nationale à celle de la libération sociale. Très vite, les ouvriers, les paysans albanais surent reconnaître dans le programme politique du parti le garant de leurs aspirations les plus fondamentales. Qu'est-ce qui a permis au Parti du travail d'Albanie d'entraîner le peuple tout entier et de lui permettre, à travers 5 ans et demi d'une guerre qui a coûté d'énormes sacrifices, de triompher des plus féroces ennemis : les fascismes mussolinien et nazi et leurs alliés locaux réactionnaires ?

C'est la justesse de sa ligne idéologique et politique, c'est sa capacité à la mettre en œuvre en s'appuyant à la fois sur la théorie marxiste-léniniste et l'expérience révolutionnaire du peuple albanais qu'il a su unir, auquel il a inculqué confiance en lui-même et en son avant-garde.

Ces rapports de confiance entre le parti, la classe ouvrière et le peuple se sont consolidés encore au cours de la construction de la base économique du socialisme à la ville comme à la campagne, comme aujourd'hui au cours de la lutte pour l'édification du socialisme dans tous les domaines.

Car dans cette lutte le peuple, dirigé par le parti, est à la fois acteur et bénéficiaire comme en témoignent les récentes mesures adoptées par le PTA pour accroître le bien-être des masses populaires, réduire l'écart entre villes et campagnes, combattre les privilèges des couches favorisées. C'est ainsi qu'en Albanie les hauts salaires ont été abaissés de 4 à 25 %, les primes pour les titres et grades universitaires de 50 %, tandis que les plus bas salaires, notamment des ouvriers agricoles des fermes d'État, étaient revalorisés de façon considérable, et que la couverture des besoins sociaux des campagnes était nettement améliorée.



Tout le peuple albanais a largement débattu à tous les niveaux du nouveau projet de Constitution de la République populaire d'Albanie.



Le parti a confiance dans le peuple. Le peuple a confiance dans le parti. Ci-dessus, Enver Hoxha s'entretient familièrement avec un vieux paysan.

Mais les aspirations au bien être économique et social ne sont qu'un aspect des revendications des masses populaires. Elles entendent prendre elles-mêmes leur sort en main. C'est ce que le parti leur permet de faire en les guidant dans cette voie.

LE PEUPLE ÉDIFIE LE SOCIALISME, LE PARTI LEUR FAIT PRENDRE CONSCIENCE

Deux instruments permettent au peuple albanais de devenir responsable de lui-même : le front démocratique et la gestion directe par la classe ouvrière et les masses, le contrôle ouvrier.

Le Front démocratique se situe dans la droite filiation du Front antifasciste de libération nationale auquel il a succédé. Durant la lutte de libération, toutes les forces patriotiques démocratiques et révolutionnaires du pays, l'immense majorité de la population, s'unirent dans ce front autour du programme du parti et sous sa direction pour une lutte armée sans compromis contre les occupants fascistes et leurs alliés réactionnaires.

Le front était composé de conseils de libération nationale mis sur pied dans chaque région, chaque ville, chaque village et quartier et dans les organisations de masse de la jeunesse et des femmes.

Dans la période actuelle du socialisme, le front démocratique reste la forme organisationnelle de l'union politique du peuple autour du PTA et de l'État de dictature du prolétariat. Le front mobilise tant le peuple pour l'édification intégrale du socialisme, la défense de la patrie socialiste, la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne,

le soutien internationaliste et révolutionnaire aux luttes révolutionnaires et de libération des autres peuples du monde, la diffusion des idées marxistes-léninistes. Il est aussi une tribune, un moyen de participation directe des masses populaires au gouvernement du pays. A travers son action, les travailleurs des villes et des campagnes, exprimant leur volonté souveraine aux élections, participent à tous les grands débats sur les problèmes sociaux et de l'État, interviennent sur toutes les questions, exercent un contrôle direct sur leur élus, comme sur tous les responsables à tous les niveaux.

Le contrôle ouvrier est un autre moyen qui renforce la démocratie de masse, consolide les liens de la classe ouvrière, du parti et du peuple. Il permet de lutter avec efficacité contre toute manifestation de bureaucratisme, tout esprit d'autoritarisme qui sont autant de frein au renforcement des liens du parti et des masses, il empêche que se creuse un fossé entre la classe ouvrière et son parti.

Ainsi que l'affirme Nexhmije Hoxha, « les ennemis intérieurs et extérieurs, si féroces, si grands et puissants soient-ils, ne sont jamais en état d'étouffer la révolution quand celle-ci est conduite par le parti de la classe ouvrière qui demeure fidèle au peuple, au socialisme, au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien, quand cette direction maintient et renforce ses liens d'acier avec les masses populaires et quand elle fait de sa ligne politique et de la révolution même l'affaire de ces masses, sur la base de profondes convictions politiques et idéologiques révolutionnaires ».